



Nations Unies

Assemblée générale

AG/PAL/1236

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

CLÔTURE DE LA RÉUNION INTERNATIONALE: LES INTERVENANTS **SOULIGNENT LA NÉCESSITÉ DE RENFORCER LA COORDINATION** **ENTRE L'ONU ET LA SOCIÉTÉ CIVILE**

Les participants souhaitent un plus grand engagement de la communauté internationale

(Reçu d'un fonctionnaire de l'information)

PARIS, 31 mai -- La Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine a clos, cet après-midi au siège de l'UNESCO à Paris, ses travaux de deux jours, en appelant tout un chacun à agir à son niveau pour contribuer à mettre un terme à une occupation vieille de bientôt un demi-siècle. Auparavant, les participants avaient tenu un dernier débat consacré au rôle de la communauté internationale dans la région, celui des Nations Unies et, plus particulièrement, de la société civile. Un séminaire sur le rôle que peut jouer la société civile pour mettre un terme à l'occupation aura lieu demain, vendredi 1^{er} juin.

La Ministre palestinienne des affaires de la femme a exprimé l'espoir que les échanges de ces deux derniers jours contribueraient à clarifier l'image de la situation qui prévaut au Moyen-Orient. Elle a insisté sur la nécessité de changer les choses au sein même de la société israélienne pour que celle-ci tourne le dos à la xénophobie et au racisme qui se sont insinués en elle. Il faut sensibiliser la société israélienne pour que de plus en plus de jeunes refusent de servir dans les territoires palestiniens, a-t-elle dit. Il conviendrait aussi de montrer aux jeunes Juifs désireux de s'installer en Israël que cette immigration se fait aux dépens des jeunes de Palestine. Le contribuable américain devrait s'interroger sur l'utilisation de son argent qui sert à acheter de l'armement par Israël et au bout du compte à perpétuer une situation d'injustice, a-t-elle fait observer.

Pour sa part, le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Abdou Salam Diallo, a constaté que les délibérations des deux derniers jours avaient été teintées d'une « frustration bien palpable ». Citant un diplomate, il a déclaré: « Tout le monde dit ce qu'il ne faut pas faire mais Israël continue de faire ce qu'il ne faut pas, tout au moins en ce qui concerne les territoires palestiniens occupés ». Selon M. Diallo, « il importe de montrer la réalité de l'occupation, qui dure depuis 45 ans, de raffermir notre engagement et d'être plus solidaires, en vue d'y mettre un terme ». « *Gutta cavat lapidem* » (la goutte creuse la roche), disaient les Romains, a-t-il encore dit avant de faire le commentaire suivant: « Certes, à elle seule, une goutte ne peut rien faire, mais les gouttes, qui ne cessent de tomber, finissent par creuser la roche. Demandons-nous alors ce que chacun d'entre nous (...) peut faire ».

Auparavant, plusieurs conférenciers, dont deux citoyens israéliens, avaient participé au débat consacré au rôle de la communauté internationale.

Tal Harris, Directeur exécutif de *OneVoice Israel* à Tel Aviv, s'est dit honoré de s'exprimer à l'UNESCO, organisation qui, a-t-il rappelé, traverse une passe difficile sur le plan budgétaire pour avoir admis la Palestine en qualité de membre. Cette admission, a-t-il estimé, est dans l'intérêt de tous, celui d'Israël, de la Palestine et de la communauté internationale. Il a précisé ne partager en rien l'opinion du Gouvernement Netanyahu qui voit la création d'un État palestinien comme une menace. C'est le contraire qui est vrai. Les jeunes ont un rôle à jouer, a-t-il dit, d'autant que la plupart des gens des deux côtés n'ont pas d'hostilité réciproque, puisqu'ils ne se sont jamais rencontrés. Mais une minorité, un lobby extrémiste tente d'imposer sa vision maximaliste de l'histoire. Les jeunes peuvent donc être porteurs d'un message qui doit être à l'opposé de celui-ci en rejetant une vision des choses qui tend à faire des peuples des esclaves de leur histoire.

M. Harris a présenté certaines actions militantes de son organisation, telle que des manifestations immobiles, qui se rassemblent plus ou moins spontanément sur la voie publique et, qui ne durent que quelques minutes, pour exiger par exemple la reprise des négociations de paix. Il a aussi mentionné une campagne menée contre la légalisation des avant-postes de colonisation envisagée par les autorités en Cisjordanie, alors

que la Cour suprême a donné une date butoir pour leur démantèlement. Le vote sur cette légalisation doit se tenir mercredi prochain à la Knesset. Une manifestation devant la résidence du Premier Ministre Benjamin Netanyahu est envisagée, a-t-il précisé, en érigeant « une sorte d'avant-poste illégal ». Ainsi, si les colons et l'extrême droite veulent légaliser les avant-postes illégaux, ils devront ainsi commencer par le faire pour ceux qui se trouvent juste en face de chez eux et pas simplement au fin fond de la Cisjordanie.

Mme Phyllis Bennis de *U.S. Campaign to End the Israeli Occupation* à Washington, a évoqué le processus de paix, en estimant que le Quatuor, pas plus que les Nations Unies, n'avaient rempli leur rôle. Pour les Palestiniens de l'intérieur, tout comme pour la diaspora, l'ONU n'a plus aucune légitimité, a-t-elle souligné. Malgré les actions positives menées sur le terrain par les institutions des Nations Unies, en termes d'éducation, de droits des femmes, de développement, l'action politique des Nations Unies est en situation d'échec. Il s'agit de l'échec de la diplomatie traditionnelle, ce qui implique que la société civile prenne le relais, a-t-elle dit. Avec le printemps arabe, on a pu constater que la société civile jouait un rôle essentiel dans cette région. Il serait préférable de reconnaître qu'il n'y a tout simplement pas de processus de paix. L'échec étant patent depuis 20 ans, il ne faut pas plus de diplomatie mais un modèle différent de diplomatie.

Mme Bennis a estimé que les choses doivent changer en premier lieu dans son pays, les États-Unis. C'est la politique américaine, son apport au budget militaire israélien, au frais du contribuable, qui contribue à perpétuer le blocage actuel. Ce qui est grave pour les institutions de l'ONU sur le terrain, a-t-elle estimé, c'est que les Nations Unies ont perdu leur légitimité en raison de leur suivisme avec la politique de Washington. Or, si les diplomates ont peur de critiquer la première puissance mondiale, il doit en aller tout autrement pour la société civile qui n'a rien à perdre, en exigeant l'abolition du droit de veto au Conseil de sécurité par exemple. Mme Bennis a considéré qu'une amorce de changement d'opinion à l'égard d'Israël dans son pays, le financement du budget militaire israélien par Washington commençait à faire débat aux États-Unis. Les pays qui agissent en violation des résolutions de l'ONU doivent être montrés du doigt par la société civile. Celle-ci doit agir pour pousser les Nations Unies à restaurer sa crédibilité.

Rutie Atsmon, Cofondatrice et Directrice de *Windows: Channels for Communication* à Tel Aviv et Ramallah, a expliqué sa présence en confiant qu'elle n'avait jamais été capable de considérer les Palestiniens comme ses ennemis: « En tant qu'être humain et juive israélienne, je me considère comme faisant partie d'un nombre grandissant de Palestiniens et d'Israéliens partageant les mêmes sentiments ». Elle a expliqué que son organisation constituait un « triangle » réunissant des Palestiniens des territoires occupés, des Palestiniens de « l'intérieur » citoyens d'Israël, et des juifs israéliens. Tous ont en commun les valeurs des droits de l'homme, en premier lieu celles de la justice et de l'égalité. Les militants de *Windows* ne sont pas des gens connus et ils n'ont pas de liens avec les puissants. Ils viennent du terrain, de la rue, ils relient des gens et des communautés dont la voix, bien souvent, n'est pas entendue. Ils reconnaissent le fait que deux peuples sont liés à la même terre et qu'aucun des deux n'a vocation à contrôler l'autre. Il s'agit aussi de combler le fossé socioéconomique au sein et entre les deux sociétés. Cette vision des choses, a-t-elle dit, est le seul moyen de mettre un terme à l'occupation, aux détentions politiques, au racisme, à la discrimination, à l'oppression et à l'effusion de sang. Pour que la solution des deux États soit viable à long terme, il convient de développer et de maintenir les relations économiques, sociales et culturelles afin d'établir une base saine pour la prospérité et la sécurité, en permettant aux deux peuples d'établir une confiance mutuelle.

Mme Atsmon a noté que les jeunes dans les zones de conflit étaient les premiers à en payer le prix, ne serait-ce que par le fait que les décideurs les considèrent comme assez grands pour aller se battre. Les jeunes Israéliens qui s'engagent dans l'armée croient honnêtement protéger leur pays contre un ennemi bien plus puissant. Bien souvent, lorsqu'elle leur dit que les Palestiniens sont épris de paix, Mme Atsmon reconnaît que dans le meilleur des cas, on la considère comme trop naïve, sinon, elle est tout simplement qualifiée de traîtresse. Du côté palestinien, on a effectivement le sentiment qu'il n'existe guère d'interlocuteur de bonne foi en Israël. Il convient donc d'entreprendre une action d'éducation ambitieuse auprès des jeunes, afin de surmonter les sentiments d'amertume actuels. Mme Atsmon reconnaît que même les jeunes qui prennent part aux activités de son association ne sont pas exempts de doute au départ, sans parler de l'incompréhension de leur entourage. Elle constate que les contacts entre jeunes d'origine différentes, organisés par son association, changent radicalement leur vision des choses, au point où certains se demandent pour quelle raison l'école ne joue pas ce rôle de rapprochement entre deux cultures voisines qui se tournent le dos.

Shifa Jayousi, Administratrice de programme au Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient à Jérusalem, a expliqué que les Nations Unies ne pouvaient, à elles seules, répondre aux besoins des jeunes et des femmes. Par conséquent, les institutions de l'ONU doivent établir une coordination étroite avec la société civile. Le secteur privé, a-t-elle souligné, a un rôle important à jouer à cet égard en termes de responsabilité sociale. La jeunesse palestinienne se heurte à divers obstacles - chômage, éducation, environnement politique, possibilités de déplacements limitées- auxquels une vingtaine d'agences de l'ONU s'efforcent de remédier. C'est pourquoi, il est important qu'elles renforcent la coordination entre elles, ce qui reste un défi à relever. En outre, il y a une situation de fait de concurrence entre organisations.

Selon Mme Jayousi, il ne s'agit pas de noircir le tableau mais d'être bien conscient des difficultés. L'un des problèmes auxquels on est confronté lorsque l'on entend travailler avec la société civile est de savoir qui fait quoi. Rencontrer les bonnes associations, évaluer leurs actions, savoir comment elles se coordonnent elles-mêmes éventuellement entre elles lorsqu'elles agissent dans des domaines voisins. La question de leur transparence se pose également, de manière concrète en rendant ou non des comptes à ceux auprès de qui elles sollicitent un soutien. Ce sont des questions qui s'adressent aux Nations Unies et à la communauté internationale en général. Il faut que tout cela se transforme en actions concrètes sur le terrain et c'est pourquoi, les Nations Unies ont un avantage comparatif à cet égard, a-t-elle observé. Entre l'État, le secteur privé et la société civile, il faut que les responsabilités des uns et des autres soient bien établies. Les Palestiniens de leur côté demandent une meilleure coordination entre les institutions de l'ONU.

Enfin, Mme Fadwa Khawaja Al-Shaer, Directrice générale du Département des organisations non gouvernementales au Ministère de l'intérieur de l'Autorité palestinienne, a déclaré en introduction que les Palestiniens étaient aujourd'hui le seul peuple ploquant sous le joug de l'occupation. Elle a précisé que 200 ONG étaient inscrites au Ministère après la dissolution de 485 autres qui étaient soit inactives, soit un paravent pour des activités étrangères à celles pour lesquelles elles étaient déclarées officiellement. Par ailleurs, certaines organisations sont des filiales de grandes organisations internationales qui appliquent leur programme localement à un coût souvent prohibitif. D'autres prennent la place d'instances locales.

S'agissant de la coordination, celle-ci existe mais elle demeure faible. Mme Al-Shaer a exprimé l'espoir que cette réunion permettrait de mettre sur pied un mécanisme clair de coordination entre les organisations internationales et les ONG. Le travail collectif n'avance pas car certaines d'entre elles fonctionnent de manière trop individuelle, d'autant qu'il faut prendre le mot « individuel » au pied de la lettre comme, par exemple, certaines ONG qui ne comptent qu'une seule personne. En outre, Mme Al-Shaer demande aux autorités israéliennes de clarifier l'action des organisations travaillant dans les deux territoires.

Lors du débat qui a suivi ces exposés, un représentant de la Mission du Koweït à l'UNESCO a évoqué le recours systématique au veto sur certaines questions au Conseil de sécurité, en soulignant qu'il était contestable de parler d'une « neutralité onusienne », comme certains intervenants semblent le faire. M. Mohammed Iqtifan, Directeur de la campagne *Migratory Letters Campaign* à Gaza, a déploré les deux mesures prises par les États-Unis, d'une part la reconnaissance d'Israël et son admission à l'ONU en 1949 et d'autre part, la position opposée au sujet de la Palestine en septembre dernier. Il a souligné l'importance de faire connaître les Nations Unies auprès des jeunes Palestiniens, qui n'en ont qu'une très vague idée, et indiqué qu'il était à l'origine d'une initiative en ce sens.

Mme Nour Odeh, journaliste palestinienne indépendante travaillant à Ramallah, a souhaité savoir ce que l'on devrait entendre par « solution des deux États », auprès des représentants israéliens du camp de la paix. Elle a avoué qu'elle ne comprenait toujours pas ce que les Israéliens mettaient derrière ce terme. Quant à Mme Rabiha Diab, Ministre palestinienne des affaires de la femme, elle a constaté que si les Palestiniens avaient tendu la main aux Israéliens en reconnaissant l'existence de leur État, ils n'avaient toujours rien obtenu en retour. Elle a constaté par ailleurs qu'il n'y avait pas réellement d'espace de rencontre susceptible de réunir Palestiniens et Israéliens: il est en effet difficile, voire quasiment impossible, dans certains cas, de circuler d'un territoire à l'autre. La représentante d'une organisation belge a indiqué une issue possible en expliquant que la résolution 1325 de 2000 sur les femmes, la paix et la sécurité était utilisée par le Sénat belge pour faciliter la rencontre entre des femmes arméniennes et azerbaïdjanaises. Enfin, le représentant d'une ONG palestinienne a demandé à M. Tal Harris ce qu'il ferait face au problème des réfugiés s'il se trouvait, un jour, à la tête du Gouvernement israélien.

Répondant aux commentaires formulés par certains intervenants, Mme Atsmon a expliqué que la question des deux États devait se négocier démocratiquement et sur un pied d'égalité. Elle a estimé que la société israélienne évoluait lentement sur cette question, en voyant pour preuve le fait que de plus en plus de jeunes Israéliens refusent de servir dans les territoires occupés, même si ce phénomène est encore peu visible. M. Harris a estimé, de son côté, qu'il était de l'intérêt d'Israël d'avoir un voisin prospère. Concernant la situation des réfugiés, il a répondu qu'elle devrait être réglée par les deux parties, Israël et la Palestine. Mais il est clair, a-t-il estimé, que tous les Palestiniens devraient avoir le droit de se rendre en Israël. Quant à Mme Bennis, elle a attiré l'attention sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'organiser une négociation entre deux États qui auraient un différend frontalier, comme cela peut se produire ailleurs dans le monde. Il convient, a-t-elle dit, de mettre d'abord un terme à l'occupation avant que des négociations puissent s'ouvrir entre deux partenaires égaux. La Charte de l'ONU et les Conventions de Genève de 1949 constituent la seule feuille de route qui soit valide, a-t-elle souligné avant de conclure.

* *** *